

LES DÉMOCRATURES CONTRE LA DÉMOCRATIE

La démocratie, dont Francis Fukuyama prophétisait le triomphe universel au lendemain de la désintégration de l'Union soviétique¹, affronte une crise d'une gravité sans précédent depuis les années 1930. L'effondrement du communisme a été confondu avec l'avènement définitif de la démocratie et de l'économie de marché. L'idée s'est répandue que la démocratie était à la fois immortelle et insurpassable. Les leçons du xx^e siècle ont été oubliées, qu'il s'agisse de la fausse paix de 1918, de l'impuissance face à la Grande Dépression et aux totalitarismes durant les années 1930 ou, à l'inverse, des efforts déployés avec succès après 1945 pour mettre en place un ordre mondial et un capitalisme plus stables.

5

L'histoire n'a pas manqué de se venger. Sa trame reste tissée par les crises économiques, les guerres et les révolutions. L'exubérance irrationnelle de l'économie de bulles a provoqué en 2008 la pire crise du capitalisme depuis 1929, qui s'est transformée en krach de la démocratie avec l'onde de choc populiste qui frappe le monde libre depuis 2016. La démesure de l'hyperpuissance a emporté les États-Unis après les attentats du 11 septembre 2001 dans une escalade militaire qui s'est achevée par les défaites en chaînes d'Afghanistan, d'Irak et de Syrie, compromettant leur puissance, leurs alliances et leurs valeurs. Enfin, sur les ruines des idéologies du xx^e siècle ont ressuscité les deux passions politiques qu'Alexis de Tocqueville jugeait les plus puissantes : « Il n'y a au monde, soulignait-il, que le patriotisme et la religion qui puissent faire marcher pendant longtemps vers un même but l'universalité des citoyens². » Du côté de la religion, le djihadisme reste enfermé dans

1. *La Fin de l'histoire et le Dernier Homme*, Paris, Flammarion, 1992.

2. *De la démocratie en Amérique* (1848), Paris, Garnier-Flammarion, 1981, p. 162.

une impasse politique car il n'a apporté que la misère, l'oppression et le déchaînement d'une violence illimitée partout où il a pris le pouvoir. Du côté des passions politiques identitaires, en revanche, est apparue une nouvelle forme de régime, les démocratures, qui se présentent comme une alternative crédible et un adversaire résolu de la démocratie.

L'INVENTION DE LA DÉMOCRATURE

6 Le terme de démocratie a été imaginé par Pierre Hassner dès la chute du mur de Berlin pour qualifier la transition de certains pays sortant du communisme, alors qu'ils avaient cessé d'être totalitaires sans être pour autant démocratiques³. Leur nature hybride renvoyait à un moment de leur évolution vers l'économie de marché et l'État de droit. Leurs fragilités internes les privaient de toute influence réelle sur le système international, placé sous le contrôle exclusif de l'Occident, et tout particulièrement des États-Unis, qui disposaient d'un monopole en tant que puissance globale.

La démocratie désigne aujourd'hui une réalité politique et stratégique très différente par sa nature et sa dimension. Elle définit un mode de gouvernement original qui se revendique comme plus stable, plus efficace et plus apte à répondre aux attentes du peuple que la démocratie, qu'il s'agisse de prospérité, de cohésion sociale ou de sécurité.

La démocratie se caractérise par un mode de gouvernement autoritaire organisé autour du culte d'un homme fort et de l'exacerbation des passions identitaires, nationales et religieuses. Elle s'appuie non pas sur l'imposition d'une terreur de masse comme les totalitarismes du xx^e siècle, mais sur la répression ciblée de toute forme d'opposition politique. Elle peut tolérer le suffrage universel et l'existence de plusieurs partis mais les élections, lorsqu'elles existent, font l'objet de fraudes et sont manipulées par un vaste effort de propagande relayé à travers les médias et les réseaux sociaux. Elle récuse les libertés individuelles et l'État de droit, dont le formalisme est supposé contrarier les intérêts fondamentaux du peuple et de la nation.

La démocratie retourne contre la liberté politique le capitalisme et la technologie. Elle reconnaît le capitalisme – notamment dans sa dimension d'accumulation des richesses – mais ne répond pas aux exigences d'un marché régulé par le droit. L'économie est contrôlée par des oligarques proches du pouvoir, souvent par le biais de liens familiaux. La société

3. Pierre Grémion et Pierre Hassner, *Vents d'Est*, Paris, PUF, 1990.

est placée sous surveillance à travers la tutelle des écoles et des universités, des médias, des cultes religieux.

La démocrature révère la force et la met en scène comme principe de légitimité du pouvoir tant à l'intérieur qu'à l'extérieur. Elle assume une politique de puissance qui débouche sur une stratégie d'expansion territoriale, à l'image de Pékin vis-à-vis de Taïwan et de la mer de Chine, de Moscou en Ukraine et en Syrie, d'Ankara dans le Nord de la Syrie. Elle désigne la démocratie comme ennemi et entend favoriser l'avènement d'un monde post-occidental. D'où la cristallisation d'un conflit fondamentalement politique entre démocratie et démocrature qui ne peut trouver d'issue économique ou diplomatique.

La démocrature a été inventée en Russie par Vladimir Poutine. La volonté initiale de restaurer l'État pour mettre fin au chaos laissé par l'effondrement de l'Union soviétique s'est transformée en un projet politique qui mêle l'autocratie avec l'institution d'une présidence à vie, la colonisation de l'État par les services de sécurité, l'appropriation des monopoles de l'énergie et des matières premières par des oligarques, la conduite d'un réarmement massif, la reconstitution de l'empire intérieur soviétique à travers les guerres de Tchétchénie, de Géorgie, de Crimée ou du Donbass. Le dogme marxiste a disparu pour être remplacé par l'impérialisme et l'orthodoxie.

Ce modèle a été décliné par la Chine de Xi Jinping et la Turquie de Recep Tayyip Erdoğan. Xi Jinping a liquidé l'héritage de Deng Xiaoping en imposant la possibilité d'une présidence à vie lors du 19^e congrès national du Parti communiste chinois, dont le monopole a été réaffirmé, en restaurant le culte de la personnalité, en accélérant la construction d'une grande muraille maritime en mer de Chine et en exportant le système politique et le capitalisme d'État de Pékin à travers les « nouvelles routes de la soie ».

Recep Tayyip Erdoğan a mis à profit l'échec de la tentative de putsch du 15 juillet 2016 pour effectuer un coup d'État légal qui a transformé la Turquie en démocrature islamique, fondée sur la fusion entre la passion nationaliste et le fanatisme sunnite au service de la reconstitution de l'Empire ottoman. L'instauration de l'état d'urgence a permis de lancer de vastes purges dans l'armée, mais aussi dans la justice, l'enseignement et l'université, les médias. Quelque deux cent vingt mille personnes ont été interpellées, plus de cinquante mille condamnées et près de cent cinquante mille fonctionnaires révoqués dans l'arbitraire le plus total. De nombreuses entreprises ont été confisquées pour être confiées à des oligarques proches du Président et de sa famille, tandis

que leurs participations dans les sociétés cotées étaient transférées au fonds souverain de l'État turc.

Le surgissement de la démocrature comme modèle alternatif et ennemi de la démocratie s'inscrit au point de confluence de plusieurs mouvements historiques: la fin du monopole de l'Occident sur l'histoire du monde; le repli des États-Unis, dont le leadership s'épuise; le refus d'organiser un ordre mondial après l'effondrement de l'Union soviétique face à la tentation de profiter des dividendes à court terme de la paix; le retournement de la mondialisation libérale qui a implosé en 2008, libérant une dynamique de fragmentation, de polarisation et de confrontation.

8 Les démocratures se sont engouffrées dans l'espace ouvert par la crise de la démocratie et bénéficient à plein du renouveau des risques et de la montée de la violence qui incitent les individus et les peuples à arbitrer en faveur de la stabilité et de la sécurité contre la liberté. Face aux divisions et à l'impuissance des nations libres, elles revendiquent leur suprématie fondée sur la rapidité et l'efficacité des décisions, la capacité à conduire des stratégies de long terme, la garantie de la sécurité et de la cohésion nationale. Elles entendent dès lors prendre le leadership d'une histoire universelle qui n'est plus placée sous le signe de l'état civil de Locke et de la paix perpétuelle de Kant mais du Léviathan de Hobbes, de la lutte des classes de Marx, de la volonté de puissance propre aux héros de Nietzsche et de la guerre inexpiable des dieux de Max Weber.

L'EXPORTATION DU MODÈLE DE LA DÉMOCRATURE

Loin de rester isolé ou marginal, le modèle de la démocrature s'exporte et rencontre un succès croissant dans les pays émergents tout en trouvant des relais dans le monde développé, tout particulièrement en Europe, sous la forme de la démocratie illibérale.

Dans le monde émergent, deux types de régime politique continuent à s'opposer à la démocratie après la chute de l'Union soviétique: les ultimes États totalitaires se réclamant du marxisme, à l'image de la Corée du Nord et de Cuba, qui furent rejoints par le Nicaragua ou par le Venezuela chaviste; la théocratie iranienne, qui a mis à profit les incohérences de la stratégie américaine au Moyen-Orient pour construire un empire chiite s'étendant du Liban au Yémen en passant par l'Irak et la Syrie. Tous sont dans une impasse. Les premiers sont en situation de faillite, à l'image du Venezuela, dont le chaos a contraint à l'exil plus de quatre millions de ses citoyens, provoquant une crise migratoire dans toute l'Amérique latine. L'Iran des mollahs est pour sa part confronté

à la protestation croissante de sa population contre les coûts économiques et sociaux de son expansion territoriale, contre la guerre totale qui l'oppose à l'islam sunnite et contre les sanctions des États-Unis.

Tout autre est la situation de la démocrature, qui ne cesse de progresser sur tous les continents. Le défi est particulièrement net venant de la Chine du fait de son développement météorique et de ses réussites technologiques, notamment dans l'industrie numérique, qui la placent potentiellement en situation de rivaliser avec les États-Unis non seulement sur le plan stratégique mais aussi sur le plan économique et scientifique. La différence est majeure avec l'Union soviétique, qui constituait un rival sur le plan militaire et idéologique mais non pas sur le plan du développement, de la finance ou de l'innovation.

Les quelque neuf cents projets des nouvelles routes de la soie permettent ainsi à Pékin d'exporter son modèle d'État autocratique et d'économie contrôlée en mettant à profit le repli des États-Unis. La Chine utilise la dépendance créée par la dette et les situations de défaut qu'elle génère pour prendre le contrôle d'infrastructures essentielles, d'entreprises stratégiques à l'image du pétrole vénézuélien, voire de pays entiers à l'image du Cambodge, du Laos, du Sri Lanka ou de certains États africains. Ainsi la Chine a-t-elle provoqué un renversement d'alliance à son profit des Philippines, où Rodrigo Duterte a rompu avec l'État de droit pour exercer un pouvoir sans partage, fondé sur le culte de l'homme fort et de la violence.

La démocrature ne se limite cependant pas à l'extension de la zone d'influence chinoise. Elle est très présente dans les anciennes républiques soviétiques d'Asie centrale. Elle règne en Égypte, où le terrible échec de l'islam politique des Frères musulmans conduits par Mohamed Morsi a mis au pouvoir le maréchal Al-Sissi. Elle gagne en Afrique, où les autocrates sont de retour. Le Bénin en offre une saisissante illustration : après avoir engagé une transition démocratique exemplaire au sortir de la dictature marxiste de Mathieu Kérékou, il bascule dans la démocrature en mars 2016 sous la férule de Patrice Talon, qui a suspendu l'État de droit et prend méthodiquement le contrôle de l'économie alors qu'il possède la première fortune du pays. Ce même type de régime pourrait s'imposer au Brésil sous la houlette de Jair Bolsonaro, élu à la présidence le 28 octobre 2018 en réaction à la corruption et surtout à la violence endémique, qui se traduit par plus de soixante-trois mille homicides par an.

Une version dégradée de la démocrature est par ailleurs apparue en Europe avec la démocratie illibérale, dont le modèle a été élaboré en Hongrie par Viktor Orbán à partir de son succès aux élections législatives

de 2010. Le vote en force d'une nouvelle constitution le 25 avril 2011 puis de milliers de lois a assuré la prise de contrôle de la justice, de l'éducation et des médias, démantelant tout contre-pouvoir et étouffant la société civile. Sous prétexte de défense des intérêts économiques nationaux, l'économie a été affermée à des affidés de Viktor Orbán, tels István Garancsi, Andy Vajna, Lőrinc Mészáros, ou son gendre, István Tiborcz, qui monopolisent les financements de l'Union européenne.

10 Les principales caractéristiques de la démocrature sont donc réunies : culte de l'homme fort, suppression de l'État de droit, manipulation des élections et de l'opinion par la propagande d'État, quadrillage de l'économie et de la société, exaltation du nationalisme et de la xénophobie. Mais deux différences importantes subsistent. Les démocraties illibérales constituent une dégénérescence de la démocratie que n'ont réellement connue ni la Chine, ni la Russie, ni la Turquie. Pour cette raison, il existe encore une société civile en état d'offrir une certaine résistance, *a fortiori* si elle est appuyée par l'Union européenne. Ainsi, en Hongrie, la population, à partir de manifestations vis-à-vis de la réforme du droit du travail, proteste contre la mise sous tutelle de la justice et des médias. En Pologne, la Cour de justice de l'Union européenne a ordonné la suspension de la loi abaissant l'âge de départ à la retraite des juges de la Cour suprême, dont le seul objectif était de permettre au gouvernement d'en prendre le contrôle.

La démocratie illibérale constitue un oxymore : elle est bien illibérale mais n'a plus rien de démocratique. Pour autant, elle gagne en influence et s'impose comme référence des pays du groupe de Visegrád, de la Pologne de Jarosław Kaczyński à la République tchèque de Miloš Zeman et Andrej Babiš en passant par la Slovaquie de Robert Fico. Elle fait également des émules en Italie, où Matteo Salvini, qui domine la coalition antisystème, affiche sa complicité avec Viktor Orbán. Fortes de l'appui de l'administration Trump et de leur droit de veto, les démocraties illibérales déstabilisent l'Union européenne, dont elles transgressent les valeurs en prétendant conduire une « contre-révolution culturelle » des peuples contre Bruxelles, et exercent sur elle un chantage permanent qui bloque son indispensable refondation.

Les démocratures restent diverses dans les principes dont elles se réclament, notamment sur le plan religieux, et rivales dans leurs ambitions de puissance. Sans former de bloc à ce stade, elles ont entamé un rapprochement basé sur l'opposition à la démocratie et à l'Occident. La Chine s'affirme ainsi comme le leader et le protecteur des régimes autoritaires. La Russie se tourne de plus en plus vers elle pour ses ventes d'énergie

et de matières premières tout en soutenant la Turquie de Recep Tayyip Erdoğan, avec laquelle elle collabore en Syrie. La solidarité entre hommes forts tisse également des liens avec les démocraties illibérales européennes, en particulier entre la Russie de Vladimir Poutine et la Hongrie de Viktor Orbán ou l'Italie de Matteo Salvini.

Dans le même temps, les démocraties rééditent les erreurs des années 1930 en s'opposant entre elles. Le tournant protectionniste, nationaliste et isolationniste des États-Unis va de pair avec la déstabilisation des alliances stratégiques et des démocraties dont ils garantissaient la sécurité, qu'il s'agisse du Canada, de l'Europe, du Japon ou de la Corée du Sud. Donald Trump a démantelé l'héritage d'un siècle de *soft power* américain, il sape méthodiquement les institutions multilatérales, critique sans ménagement le G7, l'Union européenne et l'OTAN (Organisation du traité de l'Atlantique nord) pour mieux afficher sa proximité avec les autocrates – de Vladimir Poutine à Kim Jong-un en passant par Rodrigo Duterte ou par le prince héritier saoudien, Mohammed ben Salman. De son côté, l'Union européenne est déchirée par le Brexit et se divise autour de la régulation de l'euro, de la gestion des migrants, de la sécurité ou de ses valeurs remises en cause par les démocraties illibérales.

11

À l'inverse de la guerre froide, qui vit les démocraties restées unies face aux totalitarismes divisés par le coin enfoncé par Henry Kissinger entre l'Union soviétique et la Chine maoïste, ce sont aujourd'hui les nations libres qui divergent tandis que les démocratatures tendent à s'aligner autour du projet d'un monde post-occidental.

DÉMOCRATURE ET CRISE DE LA DÉMOCRATIE

La poussée des démocratatures découle avant tout des faiblesses et des erreurs des démocraties, et notamment de la première d'entre elles, les États-Unis. Leur responsabilité est première dans le réveil des grandes crises économiques, des guerres et des révolutions, qui mettent aujourd'hui la liberté politique en péril. Les démocraties acquittent le prix fort pour avoir placé le monde en pilotage automatique après la chute de l'Union soviétique et donné la priorité à la distribution des pseudo-dividendes de la paix, au lieu de s'attacher à construire un ordre international stable et à un mode de développement soutenable. Elles subissent le contrecoup de l'économie de bulles qu'elles ont encouragée avant de se révéler impuissantes à maîtriser son éclatement. Le krach du capitalisme mondialisé a ainsi accouché de celui de la démocratie. La mobilisation de tous les instruments de la politique économique a permis de sauver le système

financier, conjurant le risque d'une nouvelle grande dépression. Mais les nations libres ont perdu la confiance de leurs citoyens, qui choisissent aujourd'hui la sécurité contre la liberté.

La démocratie se trouve confrontée à la révolte d'une partie importante, voire d'une majorité de citoyens, qui basculent dans l'extrémisme et la violence pour exprimer leur colère, à l'image de la jacquerie des gilets jaunes en France. Sur le plan des valeurs, l'attachement à la liberté recule devant la demande d'autorité et de sécurité. Sur le plan des institutions, l'exaspération croît devant l'impuissance des gouvernants, que renforce la montée des partis extrémistes, tandis que les contre-pouvoirs sont délégitimés et l'État de droit contesté. Sur le plan des mœurs, l'esprit de compromis disparaît devant le fanatisme, la radicalisation des opinions et un climat de guerre civile. Simultanément, les nations libres ne savent plus ni gagner la guerre ni faire la paix face au renouveau des menaces stratégiques et de la violence qui se diffuse en empruntant les réseaux de la mondialisation. Elles ont accumulé les échecs stratégiques depuis 2000, qu'il s'agisse des États-Unis en Afghanistan, en Irak et en Syrie, d'Israël au Liban et à Gaza ou de la France en Libye.

La démocratie a été profondément déstabilisée par la mondialisation ayant permis l'émergence des classes moyennes du Sud mais provoqué la désintégration de celles du Nord, qui voient leurs revenus stagner depuis un quart de siècle et les inégalités exploser alors qu'elles sont rendues visibles par les technologies de l'information. La révolution numérique amplifie la polarisation des emplois, des revenus et des territoires, remettant en question le salariat et l'État providence, qui fondaient le pacte politique et social depuis 1945. Elle fait renaître la crainte du travail sans travailleurs mais aussi d'une destruction de la liberté par la technologie, à l'image du « Big Brother » de George Orwell, qui s'incarne aujourd'hui dans le programme de surveillance électronique de la population mis en place en Chine. Enfin, le désarroi identitaire est alimenté par le déclin démographique, le basculement vers des sociétés multiculturelles et la peur de l'immigration, exacerbée par le djihadisme.

Sur ce terreau prospèrent les forces populistes, qui accroissent le chaos qu'elles prétendent endiguer, comme le montrent le Brexit ou la coalition antisystème qui gouverne l'Italie. Plus les institutions démocratiques et la classe dirigeante affichent leur impuissance dans un monde devenu très instable et dangereux, plus les démocraties mettent en scène leur capacité à agir, leur aptitude à user de la force, leur stratégie à long terme.

LES FRAGILITÉS DES DÉMOCRATURES

À court terme, les démocraties disposent d'un net avantage face à la crise existentielle que traversent les démocraties. À long terme en revanche, les nations libres conservent de nombreux atouts. Dans une économie de connaissance, dans une société de services, dans un monde interconnecté, le pouvoir fondé sur l'adhésion paraît devoir s'imposer sur le pouvoir fondé sur la contrainte. La soumission des individus à l'État et la négation de l'État de droit restent difficilement compatibles avec un développement soutenable. Et ce, même si le capitalisme montre une étonnante plasticité et s'adapte parfaitement à la démocratie chinoise.

Nul ne sait si la Chine pourra durablement prendre le leadership d'une économie de la connaissance et de l'innovation sans garantir la propriété intellectuelle, en soumettant sa population à un impitoyable contrôle électronique et en conservant le système concentrationnaire du *laogai*, qui permet de réprimer toute forme de dissidence. Pour l'heure, il est intéressant de constater que la fuite des talents, des fortunes et des capitaux s'accélère, tout comme en Russie et en Turquie. Le modèle de croissance intensive chinois, de même que son exportation à travers les programmes des nouvelles routes de la soie, reste fondé sur la dette publique et privée, qui a quadruplé en dix ans pour atteindre 260 % du produit intérieur brut, et sur la destruction du capital environnemental. Par ailleurs, la corruption demeure endémique et constitue un poison redoutable pour le développement comme pour la stabilité de la société.

Surtout, en rompant avec la stratégie prudente d'émergence pacifique définie par Deng Xiaoping pour revendiquer la domination de la planète à l'horizon de 2049, Xi Jinping réédite peut-être l'erreur de Guillaume II en 1914, qui se lança dans une confrontation directe prématurée avec la puissance dominante – le Royaume-Uni au début du xx^e siècle, les États-Unis aujourd'hui. La guerre commerciale, monétaire et technologique lancée par les États-Unis vise à interdire à la Chine de prendre le contrôle des secteurs clés du xxi^e siècle, en particulier la robotique et l'intelligence artificielle, tout en encourageant sa fuite en avant dans l'endettement, avec l'espoir de provoquer son effondrement interne, comme ce fut le cas pour l'Union soviétique.

De son côté, la Russie de Vladimir Poutine joue un jeu stratégique très fort en Europe et au Moyen-Orient avec une main très faible, excepté sur le plan militaire où ses progrès sont spectaculaires. Elle est confrontée à un double suicide démographique et économique, continuant à dépendre de la rente des hydrocarbures et échouant systématiquement dans la

diversification et la modernisation de son appareil de production. La réorientation vers la Chine est un pari stratégique nécessairement perdant pour Moscou compte tenu du rapport de un à dix entre les deux populations et de un à douze entre les deux économies, sur fond d'immensité vide du territoire russe.

Le rêve de la Turquie de Recep Tayyip Erdoğan d'une renaissance ottomane et islamique est pour sa part voué à se fracasser sur la désintégration de son modèle de développement et sur l'effondrement de l'État du fait de son islamisation.

14 L'émergence des démocraties n'est pas un accident mais une réalité durable, ancrée dans la nouvelle configuration de la mondialisation, désormais placée sous le signe de la fragmentation, de la polarisation et de la confrontation. Elle comporte néanmoins un important passif. Cela n'implique cependant en rien la limitation de leurs ambitions ou leur défaite annoncée. Bien au contraire, les démocraties pourraient choisir de prendre davantage de risques pour profiter du trou d'air actuel et de la division des démocraties. D'où l'urgence du ressaisissement des nations libres.

FACE AU DÉFI DES DÉMOCRATIES, L'INDISPENSABLE REFONDATION DE LA DÉMOCRATIE

La liberté politique s'affirme de nouveau comme l'enjeu central du XXI^e siècle. Au XIX^e siècle, le combat se noua autour de la montée de la société démocratique face à l'Ancien Régime. Le XX^e siècle fut dominé par la lutte à mort entre les nations et les empires, la démocratie et le totalitarisme. L'âge de l'histoire universelle s'organise autour de l'opposition entre la démocratie libérale d'un côté, les démocraties et la démocratie illibérale de l'autre. Les démocraties incarnent le despotisme au XXI^e siècle, mobilisant une conception primitive du capitalisme fondée sur la seule logique de l'accumulation, les réseaux de la mondialisation et les technologies numériques contre les démocraties. La Chine entend ainsi dépasser les États-Unis en termes de production et d'innovation. La Russie en est aussi exemplaire qui a montré sa capacité à biaiser le cœur du système démocratique à travers ses interventions *via* les réseaux sociaux dans l'élection présidentielle américaine de 2016 ou les référendums sur le Brexit au Royaume-Uni et sur l'indépendance de la Catalogne en Espagne.

L'issue de cette nouvelle épreuve qu'affronte la liberté politique reste inconnue. Il n'existe ni loi ni fatalité en matière historique. Mais le défi

lancé par les démocratues peut aussi être une chance, en obligeant les démocraties à se réinventer. La liberté politique n'a rien de naturel. Elle est née dans l'Europe des Lumières, au croisement des révolutions anglaise, américaine et française. Elle est fragile, juxtaposant des principes complexes et contradictoires, des droits civiques, sociaux et environnementaux, des protections individuelles et des pouvoirs d'action pour l'État. Les démocratues comme les démocraties illibérales nous rappellent que la démocratie ne se réduit pas au suffrage universel; elle repose tout autant sur l'État de droit et sur l'esprit de modération pour endiguer les passions collectives ou le fanatisme.

Les démocraties doivent par ailleurs se remettre profondément en question pour répondre à la prétention des démocratues d'assurer à leurs citoyens une meilleure protection contre l'instabilité et la violence. D'où l'urgence de nouer un nouveau pacte économique et social, comme ce fut le cas à la fin du XIX^e siècle avec l'apparition du rapport salarial, puis au sortir de la Seconde Guerre mondiale avec la constitution des États providence. D'où l'importance d'une croissance inclusive permettant de limiter les inégalités, notamment en termes d'accès à la connaissance. D'où le nécessaire renforcement tant de la capacité de leadership que de la participation effective des citoyens aux décisions grâce aux nouvelles technologies.

15

Face aux démocratues, il est par ailleurs essentiel d'endiguer la remontée de la violence. L'État moderne fut créé pour instaurer la paix civile et défendre la souveraineté de la nation. Ces missions restent primordiales: la liberté est une chimère sans la sécurité, qui constitue le premier des droits de l'homme. L'ordre public doit redevenir une priorité allant de pair avec la revitalisation de l'État de droit, tant le principe de légalité marque la ligne de partage décisive avec les démocratues et les démocraties illibérales. Il est ainsi grand temps que l'Union européenne sorte du déni et de l'impuissance pour répondre à la menace que représentent Viktor Orbán et ses émules en sanctionnant sans faiblesse la violation de ses principes tout en soutenant la résistance des sociétés civiles.

L'Union doit donc mettre en place une stratégie cohérente de lutte contre la démocratie illibérale autour de quatre axes. Sur le plan financier, le suivi strict des fonds structurels et la poursuite du recouvrement des sommes irrégulièrement versées aux oligarques. Sur le plan juridique, la conditionnalité des transferts européens au respect des valeurs et des principes juridiques de l'Union. Sur le plan stratégique, l'exclusion des démocraties illibérales de la future Europe de la défense dès lors qu'il ne peut y avoir de sécurité commune avec des pays qui récuse l'existence

d'une communauté de valeurs et de destin avec l'Union et dont les institutions sont aujourd'hui plus proches de celles de la Russie de Vladimir Poutine ou de la Turquie de Recep Tayyip Erdoğan. Sur le plan politique, l'éviction de Fidesz-Union civique hongroise et des partis populistes des formations modérées européennes.

Il est enfin vital que les démocraties retrouvent le sens de leur communauté de destin et de valeur au-delà de la divergence de leurs intérêts ou des déséquilibres commerciaux. La condition première de la défaite des démocraties demeure l'unité du monde libre et l'engagement d'une stratégie cohérente pour faire face à la menace mortelle qui pèse sur lui. Il est indispensable de construire une riposte en termes de défense face aux États qui cultivent la politique de puissance comme vérité ultime. Les réponses ne peuvent cependant pas être uniquement sécuritaires. 16 Elles doivent être globales, à l'image de la stratégie de cantonnement mise en place avec succès par les États-Unis pour contrer l'Union soviétique durant la guerre froide, associant dissuasion nucléaire, alliances stratégiques, stabilisation du capitalisme, reconstruction économique de l'Europe et du Japon à travers le plan Marshall.

Face aux démocraties, les démocraties doivent réarmer. Mais ce réarmement est tout autant économique, politique et moral que militaire. La liberté politique est aussi longue à installer que rapide à détruire. Et ce, d'autant que la direction du monde a cessé d'être le monopole de l'Occident. Alexis de Tocqueville soulignait que « les despotes eux-mêmes ne nient pas que la liberté ne soit excellente ; seulement ils ne la veulent que pour eux-mêmes, et ils soutiennent que tous les autres en sont indignes tout à fait⁴ ». Ne laissons pas aux despotes le monopole de la liberté à l'âge de l'histoire universelle !

4. *L'Ancien Régime et la Révolution* (1856), Paris, Flammarion, 1988, p. 95.

R É S U M É

La ruine des idéologies du xx^e siècle a entraîné la renaissance des passions identitaires qui ont engendré un nouveau régime politique, la démocrature. Inventée par Vladimir Poutine en Russie, exportée en Chine ou en Turquie, déclinée sous la forme de la démocratie illibérale en Europe orientale, la démocrature se caractérise par le culte de l'homme fort, le refus de l'État de droit, le contrôle de l'économie et de la société par l'État, une propagande de masse et une répression ciblée. Les démocratures s'opposent frontalement aux démocraties, dont elles exploitent la crise tant sur le plan international que sous la pression intérieure des populismes. Leur percée masque cependant de réelles faiblesses, qui découlent de l'absence de garantie des droits individuels. Le défi que constituent les démocratures érige de nouveau la liberté politique en enjeu central du XXI^e siècle. La survie de cette dernière, à l'âge de l'histoire universelle, dépendra de la capacité de la démocratie à se réinventer.

